

*Initiatives ministérielles*

Le déficit a grimpé à 38 milliards de dollars durant la première année de mandat des conservateurs; en six mois, il avait augmenté encore plus. En septembre 1984, lorsqu'ils ont pris le pouvoir, le déficit n'était pas aussi élevé, mais ils ont tout utilisé au maximum, ils ont dépensé et, bien entendu, ils ont réussi à atteindre 38 milliards de dollars. Depuis ce temps, il semble que ce soit leur point de référence.

Peu importe qu'ils aient déclaré, dans leur budget de 1985, que le déficit descendrait à 15 milliards de dollars environ en 1993. Oubliez tout cela. Ce n'est pas le cas. Le chiffre réel est deux fois plus élevé. Mais les prévisions les plus optimistes allaient bon train: «Deux ou trois ans encore et le déficit sera chose du passé.» Le miracle ne s'est pas produit. Le député de Mississauga-Sud pourrait peut-être nous en donner la raison. Pourquoi les prévisions budgétaires des ministres des Finances ont-elles toutes été démenties?

• (1410)

Je vais vous le dire, monsieur le Président. Je vais lever quelques voiles du mystère. Le gouvernement n'a pas limité les dépenses comme il l'avait promis. Certes, il a sabré à gauche et à droite, mais partout ailleurs il a accru les dépenses. Voilà les faits.

Personne n'est dupe. Nous pouvons citer des tas d'exemples de dépenses inutiles et extravagantes. Nous avons déjà fait observer comment le gouvernement aurait pu économiser des millions de dollars s'il avait comprimé son budget publicitaire. Nous savons combien le gouvernement a gaspillé de l'argent en publicité.

J'ai le sentiment que les néo-démocrates de l'Ontario en font autant en ce moment. Ce joli plan quinquennal tout frais paru en dit long sur ce que le parti est prêt à dépenser pour convaincre les Canadiens qu'il avance en faisant du surplace.

Je voudrais faire une autre observation au sujet de ce document. J'invite mon collègue qui en a parlé plus tôt à faire preuve de la plus grande prudence en disant qu'il s'agit d'un plan de plein emploi. Oui, il est bel et bien question d'une stratégie économique de plein emploi. C'est possible, mais l'ennui, d'après les journalistes—bien que je n'aie pas vu les chiffres qui y sont mentionnés—, il semble que le chef du Nouveau Parti démocratique a admis que ces mesures auraient pour effet d'abaisser le taux de chômage de 11 à 7,5 p. 100 en cinq ans.

J'admets que c'est un bon départ. Je le reconnais et je suis heureux que le NPD adopte cette position même si les arguments sont faibles et s'il peut y avoir des problèmes en cours de route en raison de certains facteurs, mais je ne m'étendrai pas plus longtemps là-dessus. Le but est

louable, mais ce n'est pas le plein emploi. Un taux de chômage de 7 p. 100 n'est pas, ni pour moi ni, je crois, pour les autres députés de mon parti, le plein emploi.

Il faudrait plutôt parler de tendre vers le plein emploi, mais malheureusement, ce n'est pas formulé ainsi. Je sais que les députés ne veulent pas induire les Canadiens en erreur en laissant croire que si ces mesures étaient mises en oeuvre, tout deviendrait rose, comme le ministre des Finances dépeint les choses en ce moment.

Nous savons que tout n'est pas pour le mieux. Nous savons que le ministre des Finances se trompe. Il s'est déjà trompé avant et son prédécesseur au portefeuille des Finances se trompait à tout coup. Le ministre actuel n'a pas encore fait ses preuves. Il soutient que c'est grâce aux mesures qu'il a prises en décembre que tout va si bien maintenant. Bien sûr, nous savons que ce n'est pas le cas.

Le ministre soutient également que l'accord de libre-échange et la TPS ont fait des merveilles pour l'économie canadienne, mais pratiquement tous les économistes du Canada le démentent. En fait, je crois que l'on pourrait défendre avec succès la théorie voulant que l'économie soit en train de se remettre de l'accord de libre-échange mis en oeuvre en 1989. Il a fallu tout ce temps pour s'en remettre.

C'est dommage qu'il ne me reste plus de temps, j'avais tant de sujets à aborder qu'il est difficile de tout dire. Je voulais parler de la politique de croissance économique de mon parti.

Le premier ministre, provoqué par le député d'Esquimalt—Juan de Fuca, essaie de démontrer que les libéraux n'ont pas de politique, mais nous en avons bel et bien une. Elle a été présentée à l'occasion de deux discours prononcés récemment par le chef de notre parti, dont un à Toronto. Le chef de mon parti a souligné l'importance de la croissance économique pour le développement de notre pays et le fait qu'à défaut de croissance, nous ne pourrions créer des emplois au Canada.

L'idée des libéraux est, s'ils arrivent au pouvoir, d'arrêter de concentrer l'attention sur une politique monétaire rigoureuse qui a pour effet de resserrer le crédit, mais au contraire sur une politique monétaire ayant pour effet d'assurer la croissance de l'économie et de créer des emplois et des industries. Nous avons également dit que nous nous engageons à faire preuve de responsabilité sur le plan financier, autrement dit à contrôler les dépenses, mais pas nécessairement à essayer de réduire le déficit de 8 milliards de dollars. Huit milliards de dollars en cinq ans sur un total de 30 milliards, ce n'est pas beaucoup. C'est pourtant je crois le chiffre prévu dans le plan quinquennal. L'endettement du Canada est un grave problème. Le gouvernement n'a fait que le rendre critique.